

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/23
11 septembre 2003

(03-4774)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

JAPON

Déclaration de S.E. Mme Yoriko Kawaguchi
Ministre des affaires étrangères

J'aimerais remercier M. le Président Fox et le peuple mexicain d'accueillir cette importante conférence. Je voudrais également exprimer ma gratitude à M. Supachai, à M. l'Ambassadeur Castillo et au Secrétariat de l'OMC qui ont fourni un travail considérable pour préparer cette conférence.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte d'adresser, au nom de mon gouvernement et du peuple japonais, mes plus sincères condoléances à la famille frappée par ce deuil, au gouvernement de la Suède et au peuple suédois par la disparition tragique de S.E. Mme Anna Lindh, Ministre des affaires étrangères de la Suède. Nous venons de perdre une de nos plus éminentes conseures, qui a beaucoup œuvré pour la paix et la prospérité dans le monde, notamment en jouant un rôle de premier plan en sa qualité de Ministre de l'environnement, à la Conférence de Kyoto.

Nous sommes le 11 septembre et cela fait deux ans aujourd'hui qu'a eu lieu l'effroyable attaque terroriste. À cette occasion, je tiens à redire toute ma compassion aux victimes et à leurs familles, ainsi qu'au peuple des États-Unis, où ce drame s'est produit. Je voudrais dire également que le 11 septembre était très présent à l'esprit de chacun d'entre nous lorsque nous avons lancé le Cycle de Doha, en vue de développer l'économie mondiale et, en particulier, d'améliorer les moyens de subsistance de la population des pays en développement. Nous ne devons pas l'oublier.

Le Japon a beaucoup œuvré en faveur du lancement du Programme pour le développement à Doha. L'expansion du commerce a été le principal moteur de la croissance rapide de l'économie mondiale au cours de la seconde moitié du siècle dernier. Cela est particulièrement vrai pour les économies en développement depuis quelques années. À ce sujet, l'OMC, qui incarne le système commercial multilatéral fondé sur des règles, s'est révélée être une institution très efficace. Il est de notre devoir de continuer à améliorer le système de règles de l'OMC à la lumière des réalités changeantes de l'économie mondiale si nous voulons que cette organisation défende nos intérêts de manière effective et durable.

L'OMC nous permet de nous entendre, grâce à un ensemble de règles qui garantissent que les avantages de la libéralisation du commerce seront partagés par tous, y compris par les pays en développement. Elle établit également un système fondé sur des règles, dans le cadre duquel les plus forts n'ont pas nécessairement l'assurance de récolter tous les fruits, mais où une répartition plus équitable des avantages est garantie. Cette organisation mondiale nous offre un cadre universel qui intègre différents Membres et nous empêche de tomber dans le piège de la compartimentation du commerce mondial qui risquerait d'engendrer la prolifération d'accords commerciaux régionaux. Notre objectif à travers le Programme de Doha pour le développement devrait être de renforcer ce système pour développer le commerce mondial de façon équilibrée.

J'aimerais aborder rapidement les trois principales questions sur lesquelles nous devons centrer notre attention à la présente réunion. La première est l'agriculture. Nous sommes pleinement conscients du fait que l'agriculture constitue un moyen de développement important pour les pays en développement. À ce sujet, nous sommes fiers que le Japon soit le premier importateur net de produits alimentaires, avec des importations de produits alimentaires qui se sont élevées à près de 35 milliards de dollars en 2000 et dont environ la moitié provenait de pays en développement. En avril de cette année, nous avons étendu l'accès en franchise de droits et sans contingent pour les produits agricoles, forestiers et de la pêche en provenance de PMA à près de 200 articles supplémentaires, si bien que 83 pour cent de l'ensemble des importations en provenance de PMA sont désormais ainsi admises. En même temps, le gouvernement a le devoir de répondre aux préoccupations autres que d'ordre commercial de la population, telles que la préservation de la multifonctionnalité de l'agriculture. Un pays comme le Japon, avec une population nombreuse, ne peut pas se permettre de diminuer encore son taux d'autosuffisance alimentaire, qui est déjà dangereusement bas. Nous devons trouver le bon équilibre entre l'expansion des échanges agricoles, en particulier pour les produits ayant un intérêt pour les pays en développement, et la volonté de mener plus avant la réforme nécessaire en vue d'assurer la coexistence de diverses formes d'agriculture. Ce n'est pas chose facile. Mais nous pouvons commencer à travailler sur le texte du Président pour trouver le juste équilibre qui fait encore défaut, en particulier, compte tenu de la pression trop importante à laquelle sont soumis les pays importateurs, notamment avec l'idée d'un plafonnement des tarifs.

En ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, une modalité ambitieuse qui se traduira par des améliorations importantes en matière d'accès aux marchés est essentielle pour permettre l'expansion du commerce mondial. Il a été démontré que plus les pays avaient libéralisé, plus leur croissance avait été rapide. Mais là encore, nous devons agir de manière équilibrée. Des flexibilités sont nécessaires pour traiter les questions sensibles et répondre aux difficultés d'ajustement, pour tous les Membres, de façon à obtenir les meilleurs résultats possibles. C'est une question d'équilibre. Les flexibilités doivent bien entendu être limitées, de façon à favoriser et non pas à gêner la réforme qui vise à rendre l'économie plus performante.

En ce qui concerne les questions de Singapour, de nouvelles règles seraient bénéfiques pour tous, y compris pour les Membres en développement. Notre objectif est de maximiser les avantages de la mondialisation et de minimiser ses effets négatifs, parce qu'une mondialisation encadrée de règles est bien préférable à une mondialisation sans règles. Nous sommes prêts à dissiper toutes les craintes que les Membres en développement pourraient avoir. Nous comprenons parfaitement qu'il importe que de telles règles laissent une place suffisante aux politiques de développement. Nous sommes déterminés à mettre en œuvre le renforcement des capacités et l'assistance technique nécessaires. L'essentiel, là encore, est de trouver la juste mesure entre la nécessité de relever les nouveaux défis et celle de répondre aux préoccupations des Membres en développement.

Pour conclure, j'aimerais dire quelques mots de la manière dont nous voyons la présente Conférence. L'OMC, depuis sa création, a permis de transformer le système commercial mondial qui reposait sur des rapports de force en un système qui repose sur des règles. Nous devons prendre ici les bonnes décisions politiques et donner des orientations claires à nos dirigeants pour qu'ils poursuivent leurs travaux afin de préserver le bon fonctionnement de l'OMC. Il ne fait aucun doute qu'un système performant fondé sur des règles nous profitera à tous, et en particulier aux Membres en développement.

M. le Président, je suis déterminée à travailler dur avec vous et avec tous les Membres pour que cette Conférence soit couronnée de succès. Travaillons tous ensemble.